

Dies academicus 2005

Allocution d'Arnaud Merglen, étudiant de 6^e année de la Faculté de médecine

Je ne suis pas doyen, ni professeur; mais simple étudiant en médecine au bout du parcours, et à l'orée d'un autre... celui de médecin.

Arrivant déjà à la fin des six années d'études réglementaires qui ont été riches de rencontres, de passions, de découvertes, et de réalisations.

J'aimerais exprimer ici ma profonde gratitude à la Faculté de médecine: d'abord pour une réforme qui place l'enseignement à l'étudiant au centre de son organisation.

J'aimerais aussi la remercier de nous avoir accompagnés et soutenus dans nos initiatives pour rendre l'accueil des nouveaux étudiants plus chaleureux et plus personnel.

Avant tout, elle m'a enseigné comment soigner, chaque fois que cela est possible, mais surtout, à prendre soin, avec tendresse et compassion, des êtres fragilisés que vous nous confiez.

Elle m'a appris à rechercher les connaissances validées par la science pour la pratique médicale.

Elle m'a aussi transmis le souci d'honnêteté et d'intégrité, par rapport à mes connaissances, comme envers mes patients.

Entre ma première année et aujourd'hui, mon regard sur l'Université a bien changé...

Alors que je la voyais telle une citadelle, cette image a laissé place à celle d'une bienveillance pour la relève qui grandit en son sein: que ce soit celle des soignants, des chercheurs, des enseignants, des penseurs; ils sont tous, de toute manière, de futurs acteurs de notre société.

Ces qualités ne sont peut-être pas assez visibles. Sont-elles vraiment perçues par nos concitoyens ?

Me voici donc si proche de la fin de ces études de médecine. Au delà, je vais rencontrer un monde différent face auquel je me sens souvent démuné.

En effet, j'entre dans une profession dont l'avenir est particulier :

Premièrement, l'arrivée de sang jeune y est limitée au goutte-à-goutte, et vous en conviendrez, il n'est pas besoin d'être un grand pathologiste pour saisir quelles en seront les séquelles pour l'ensemble de la profession. Si cette dernière est coupée du dynamisme des jeunes, elle se meurt.

Deuxièmement, la capacité de soigner est sur le point de ne plus dépendre du titre de Médecin, établie par les universités et la Confédération. Elle risque bientôt de dépendre de mesures de coûts, indépendantes de la variabilité et de la diversité des individus.

Je me sens particulièrement tiraillé par deux logiques qui s'opposent. D'un côté, celle d'une science biomédicale qui tient de plus en plus compte de la diversité individuelle tant au niveau technique que relationnel. De l'autre, la logique des assurances: celle de la norme, selon laquelle les patients sont et doivent être interchangeables. Mais il se trouve que, quand j'ai mal, je n'ai pas exactement mal comme mon voisin, ou comme vous, n'est-ce pas? Une norme qui, en uniformisant les pratiques, peut

certes limiter certains excès, mais empêche surtout de repousser la souffrance, et d'avancer sur les voies ouvertes par la recherche et les progrès accomplis.

Mon regard sur l'indépendance de l'Université a changé, lui aussi. Je m'interroge quant à ses liens avec l'industrie, aussi prestigieuse soit elle. En effet, lorsque des parts de la recherche ou de l'enseignement sont financées par cette industrie, c'est l'indépendance de l'Université, sa crédibilité, et son excellence qui en souffrent. Notre Université reçoit ce soutien orienté et il n'est pas négligeable, car s'il était retiré, l'Université deviendrait d'autant plus fragile face aux intérêts qui ne sont pas les siens.

L'Université a de la valeur. Peu importe qu'elle ne soit pas cotée en bourse, elle possède une valeur *cum grano salis* qui n'est pas marchande, une richesse acquise au fil de siècles de positionnement : celle de l'indépendance du jugement scientifique au coeur des multiples enjeux de notre temps. Et elle est la garante de cette indépendance ! Un contrat implicite et profond relie l'Université à la société parce qu'elle est à la source de la formation des savoirs et de leur diffusion. Ce contrat repose sur la confiance. Nombreux sont ceux qui souhaiteraient bénéficier de son rayonnement.

Face aux évolutions rapides de la médecine, nous devons faire face à un défi : il est communément admis que la moitié des savoirs acquis en médecine devient caduque (périmé) au bout de cinq années. Imaginez la faible proportion de ce qui sera encore valable dans dix ans de ce que j'aurai appris dans ces murs. Et ce qu'il en sera lors la fin de ma vie professionnelle... A vrai dire, cela m'inquiète.

Le seul remède à ce fléau est la formation continue ; l'enjeu est crucial : il faut rénover la moitié des connaissances tous les 5 ans. Or, en Suisse, la formation continue des médecins est assurée en majeure partie par l'industrie pharmaceutique ou avec son soutien. Cela pose à nouveau les questions d'un possible conflit d'intérêt et du contrat entre l'Université et la société. Bien sûr, la relation médecine - industrie pharmaceutique est nécessaire à la production de médicaments, et aux progrès des traitements qu'elle génère. Mais soyons réalistes et gardons à l'esprit que sa motivation première n'est pas de soigner, mais de rapporter à court terme. Les conséquences d'une formation médicale majoritairement soutenue par cette industrie sont connues et problématiques : on prescrit davantage de nouveaux médicaments, certainement plus coûteux, mais sans en connaître toujours les risques ou en tenir compte. L'actualité médicamenteuse récente illustre bien cela. Ces cinquante dernières années ont été témoin d'un glissement : jusqu'au milieu du siècle dernier, lorsqu'il sortait de la Faculté, le médecin était formé et son savoir perdurait suffisamment longtemps. Aujourd'hui, la formation du médecin a lieu en deux temps, d'abord à l'Université où se construit un savoir validé et indépendant, ensuite tout le long de sa vie professionnelle où le premier savoir est remplacé, peu à peu, par un autre moins validé, et souvent orienté vers des intérêts particuliers. Un changement important a bien eu lieu ; le temps de la formation du médecin traverse actuellement toute sa vie professionnelle et cela pour le bien de nos patients. Je pense qu'aujourd'hui comme hier, l'Université et la société sont liées par ce contrat, celui de former ses médecins ; mais qu'aujourd'hui il n'est plus que partiellement rempli. Est-ce vraiment à un autre acteur de combler ce nouveau champ laissé vide ? Voyant la situation de la santé en Suisse et devant ses

difficultés, ne doit-on rendre cette mission à un partenaire fiable, compétent et connu de longue date?

Et j'aimerais terminer par une question :

Imaginez que nous nous retrouvions dans dix ans, que vous veniez consulter avec un proche ou pour vous-même, préférerez-vous que je vous prescrive un traitement

que l'Université m'aura récemment appris comme étant le plus adapté ?

Que mes nouvelles connaissances viennent, par défaut, d'un représentant de l'industrie pharmaceutique ?

Ou qu'il me soit dicté par votre caisse maladie ?

Je vous remercie de votre attention.

Arnaud Merglen, étudiant en 6ème année à la Faculté de médecine
merglen5@etu.unige.ch